



Rentrée : derrière le satisfecit du ministre, l'angoisse du jour d'après saisit les enseignants

Des efforts gigantesques ont été déployés pour assurer la rentrée 2022, mais les problèmes demeurent dans de très nombreux établissements scolaires, y compris ceux accueillant des élèves fragiles socialement. Les syndicats, face à des viviers d'enseignants déjà vides, craignent que la suite de l'année ne soit plus périlleuse encore. À Sarcelles (Val-d'Oise), quelques jours après la rentrée scolaire, la rentrée ne passe pas. Plusieurs dizaines d'enseignant-es du lycée Jean-Jacques-Rousseau, qui accueille une population parfois en grande difficulté scolaire et sociale sont en grève reconductible depuis le 6 septembre.

« Nous avons appris la veille pour le lendemain que 12 nouveaux élèves allaient arriver, faisant passer les effectifs à 35 par classe en première STMG [sciences et technologies du management et de la gestion – ndlr], raconte un professeur de lettres de l'établissement. Plusieurs autres classes sont déjà tout aussi surchargées. »

Les grévistes mettent en avant les risques en termes de sécurité, la difficile capacité d'apprendre et d'enseigner dans de telles conditions, ainsi que la fin de toute relation individuelle aux élèves, pour contester ce « sureffectif chronique ». L'académie, en réponse, nous enjoint à la « responsabilité et la solidarité ». Et les leurs ? », interroge ce professeur.

Dans une école primaire plus au sud de Sarcelles, ce ne sont pas moins de six enseignant-es qui manquaient à l'appel, dès la rentrée, dans les salles de classe. Pétition, mobilisation des parents : l'académie de Versailles, chargée de recruter et de nommer le personnel sur la commune, n'a pour le moment pas offert de solution.

À Stains, en Seine-Saint-Denis, la rentrée au lycée Maurice-Utrillo n'a pas eu lieu non plus, faute d'infirmière scolaire, un poste pourtant obligatoire dans un établissement accueillant deux mille élèves. Ce qui est loin d'être une exception : un peu plus de 20 % des postes d'infirmières scolaires étaient déjà non pourvus, au printemps dernier, sur l'ensemble du territoire national.

À Utrillo, il manque également un demi-poste de conseiller principal d'éducation (CPE), des postes de professeur-e sont non pourvus en filière « vente » ou en « sciences économiques et sociales », et l'établissement ne compte aucune conseillère d'orientation. Et puis il y a ces noms, inscrits sur les emplois du temps, sans que personne ne se présente finalement devant les classes, selon Adrien Viallet, syndiqué chez Sud Éducation, professeur de français.

« Je suis en éducation prioritaire depuis six ans à Utrillo raconte ce dernier. Il manque toujours des professeurs à la rentrée, on s'y habitue, c'est terrible. Mais pas de pôle médico-social, ça nous fait vraiment flipper. On ne pourra pas, entre deux cours de maths et de français, gérer les grossesses non désirées, l'éducation sexuelle, la prévention de la violence ou des addictions. »

Une rentrée qualifiée de « très convenable » pour Pap Ndiaye

Même combat au collège Cotton et au lycée Mozart du Blanc-Mesnil, au lycée Jacques-Brel de La Courneuve, au lycée Henri-Wallon d'Aubervilliers, à la cité scolaire Jean-Renoir de Bondy ou encore au collège Gabriel-Péri d'Aubervilliers, tous des hauts lieux de l'éducation prioritaire, dans des académies de Versailles et Créteil perpétuellement en tension.



« Ici, la promesse de Pap Ndiaye était intenable, et elle n'a pas tenu », résume Grégory Thuizat, co-secrétaire départemental du syndicat Snes-FSU en Seine-Saint-Denis.

« Sur environ une cinquantaine d'écoles du département où nous avons eu des retours précis, 44 avaient au moins un enseignant manquant, des postes non remplacés, des gens qui ne se sont pas présentés, stagiaires, titulaires ou contractuels, explique encore le syndicaliste. Avec parfois des exemples extrêmes. »

À Elsa-Triolet, dans la ville de Saint-Denis, les enfants d'une classe accueillant des étrangers peu ou pas scolarisés ont eu, pour première expérience avec l'école française, rendez-vous avec une chaise vide. Au lycée Eiffel, à Gagny, pas moins de 12 professeur-es manquaient à la rentrée.

Le ministre de l'éducation nationale, Pap Ndiaye, a, lui, qualifié de « très convenables » les conditions de rentrée 2022, sans pouvoir être contredit par ses services, qui ne disposeront de chiffres consolidés que plus tard dans l'année, académie par académie.

Le syndicat FSU, majoritaire dans l'enseignement public, ne souhaite pas « relancer la bataille des chiffres » mais a quand même mené ses propres « enquêtes flash », dans le primaire et le secondaire. « On a un autre son de cloche », affirme Guislaine David, porte-parole du SNUipp-FSU (pour le premier degré) Il y a peut-être des adultes devant les élèves, mais pas forcément des enseignants formés. »

Elle cite le département de la Creuse, où 50 % des remplaçant-es disponibles pour l'année ont déjà été mobilisé-es pour assurer la seule rentrée. En Seine-Saint-Denis, la syndicaliste confirme qu'il y a bien des classes sans enseignant-es, car la totalité des remplaçant-es sont en poste à l'année, pour boucher les trous.

Dans de telles conditions, certaines priorités affichées n'ont pas pu être tenues partout : ainsi du dédoublement des classes de CP, CE1, mais aussi de grandes sections de maternelle dans les zones d'éducation prioritaire, une mesure pourtant annoncée par le ministre lui-même fin août. Le plafonnement du nombre d'élèves à 24 par classe, autre norme qui avait fini par s'imposer, se retrouve également à plusieurs endroits du territoire enterré.

Pour le second degré, le Snes-FSU a sondé un « échantillon représentatif », selon sa secrétaire générale Sophie Vénéitay, soit 554 établissements (en France, il existe un peu moins de 7 000 collèges, et un peu plus de 3 700 lycées), dans toutes les académies. « Il s'agit bien d'une rentrée de pénurie », relève Sophie Vénéitay. Au samedi 3 septembre 2022, date où nous avons arrêté nos compteurs, il manquait au moins un prof dans 62 % de ces établissements. Si on rentre dans le qualitatif, l'un des thèmes des discussions en salle des profs, c'est, dès la rentrée, de savoir comment on quitte l'Éducation nationale... »

En ruralité, moins chaotique, mais une école « au minimum »

Dans certaines régions plus rurales, loin des centres urbains densément peuplés, qui cumulent parfois les difficultés comme l'Île-de-France, la rentrée fut moins chaotique. En Lozère, un département où vivent moins de 80 000 habitant-es, doté de quelque 80 écoles primaires au total, « tous les postes ont été pourvus », confirme Agnès Saint-Dizier, secrétaire départementale Unsa Éducation pour le 1^{er} degré. « Nous vivons une rentrée tout à fait normale. »

Dans les collèges et les lycées, souvent de petites structures, c'est plus compliqué, selon sa collègue Laurence Monteil. De nombreux « blocs d'heures » attribués à des profs partageant leur temps entre différents établissements ne sont pas assurés, faute de remplaçant-es disponibles notamment. « On n'est pas mal lotis, mais nous sommes au ras des pâquerettes, on fait avec le minimum vital, sans filet de sécurité » regrette Laurence Monteil.



Jamais l'administration ne s'était autant activée.

Stéphane Crochet, syndicaliste Unsa

Dans l'académie de Clermont-Ferrand, moins atypique que la Lozère ou la Seine-Saint-Denis en termes de géographie ou de démographie, plutôt plébiscitée par le corps enseignant à l'occasion des mutations, la tendance entamée il y a cinq ans s'est accélérée cette année : « Dans le second degré, on avait au début du quinquennat 50 postes vacants, surtout dans des matières très spécialisées de lycées professionnels décrit Daniel Cornet, syndicaliste local Unsa. Aujourd'hui, c'est 180. Sans parler des blocs d'heures non assurés, en pagaille. »

Les contractuel-les ont suivi une courbe similaire : les voilà qui étaient 500 sur l'académie il y a cinq ans, on en dénombrait 1 000 en 2021 sur l'académie, « et ça risque d'être encore plus cette année » , prédit Daniel Cornet.

Et pourtant, « jamais l'administration ne s'était autant activée », estime Stéphane Crochet, secrétaire général du syndicat des enseignants de l'Unsa. Cela signifie aussi qu'il y avait un enjeu politique et médiatique à réussir cette rentrée ». La crainte des syndicats réside, une fois les projecteurs braqués loin des cours d'école, dans les « ressources restantes, alors que tout le monde a déjà été mobilisé » pour limiter la casse début septembre.

Pap Ndiaye lors d'une formation d'enseignants contractuels à Vanves, le 26 août 2022.

« Un prof dans chaque classe » : Pap Ndiaye dans l'incantation

Un stock serait cependant encore disponible dans le premier degré, notamment de contractuel-les, « plutôt une bonne nouvelle et la fin d'un dogme », espère Stéphane Crochet. Sur le second degré, « c'est nettement plus fragile, il n'y a parfois personne pour des remplacements connus à venir, comme des arrêts maternité ou des arrêts médicaux prévus »

Rue de Grenelle (siège du ministère de l'éducation), « c'est la quatrième dimension, la sérénité à tous les étages », critique Grégory Thuizat. « Le risque, c'est que les services – qui sont parfois au bord du burn out, comme à Créteil – ont fait tous les efforts possibles pour poser des rustines de partout, afin de tenir l'effet de loupe médiatique, mais qu'ensuite, ça parte à vau-l'eau. Les collègues enseignants, face au décalage abyssal entre ce qu'on leur a promis et ce qu'ils découvrent, vont quitter le navire. » Les démissions dans l'Éducation nationale, encore résiduelles dans l'absolu, ont néanmoins été multipliées par six depuis 2009.

Dans l'Éducation nationale, la vacance moyenne d'un poste est passée à 27 jours. « Pap Ndiaye fait sa rentrée comme il le peut, mais il hérite de problèmes structurels », martèle Grégory Thuizat. Il faudrait 45 000 postes supplémentaires pour simplement retrouver le taux d'encadrement de 2006 ! Et pour remplacer les départs à la retraite en 2030, il faudrait 329 000 profs dans les deux degrés. Donc on va vers la catastrophe et notre peur, c'est qu'elle soit organisée. »

À l'autre bout de la lorgnette, les parents découvrent des situations jugées « inconcevables ». Scolarisée à Montigny-lès-Cormeilles, ville plutôt pavillonnaire du Val-d'Oise, la fille de Martine* devait jeudi 1 septembre faire sa rentrée de CE1, dans une classe à double niveau, que deux enseignantes se partagent. Les enfants, leurs sacs sur le dos, massés dans la cour, ont appris le jour J de la bouche de la directrice de l'école que la moitié de la semaine ne serait pas assurée jusqu'au 1 octobre, faute d'enseignant-e.

« On nous a demandé de garder nos enfants à la maison, si possible, et qu'à défaut ils seraient répartis dans les autres classes », rapporte Martine. Par bonheur, j'étais déjà en télétravail. La directrice nous a dit qu'elle n'était pas en mesure de tenir les parents



informés de l'arrivée d'un remplaçant en septembre, l'académie non plus. Personne ne sait quand ni qui arrivera. »

Cette rentrée « manquée » a précipité une envie que cette famille caresse depuis quelques mois déjà : scolariser son enfant à l'école privée.

